



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DU BURKINA
(CGT-B)
FEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX DES TRAVAILLEURS
DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE
(F-SYNTER)**

Mail : syntercgtb@yahoo.fr / f.syntercgtb2011@gmail.com Tél : 70 26 20 29

Ouagadougou, le 03 Octobre 2023

DECLARATION DE RENTREE SCOLAIRE ET ACADEMIQUE 2023-2024

La rentrée scolaire et universitaire 2023-2024 a lieu au Burkina Faso dans un contexte marqué, au plan international, par l'aggravation de la crise du système capitaliste impérialiste. La guerre en cours en Ukraine, expression de la contradiction entre deux blocs de puissances impérialistes en l'occurrence celui des USA et ses alliés de l'OTAN et celui de la Russie et ses alliés, est source de conséquences dommageables pour les peuples de Russie, d'Ukraine mais également du monde entier. En Afrique, la crise se manifeste notamment par la faillite du système néocolonial entraînant des instabilités politiques avec pour corollaire la résurgence des coups d'Etat militaires. Ceci explique aussi que le continent soit le théâtre de guerres et en proie à une ruée de sa jeunesse vers l'Occident conduisant à des drames sur les mers particulièrement sur l'île de Lampedusa rappelant l'époque de la traite négrière.

Au Burkina Faso, la situation se caractérise par la guerre civile réactionnaire imposée à notre pays et qui produit des conséquences incalculables au plan politique, économique et social. L'autre préoccupation demeure assurément le renchérissement du coût de la vie par l'institution tout azimut de taxes consacrant une paupérisation des populations. La flambée des prix des produits de premières nécessités a fini par laminier le pouvoir d'achat des masses laborieuses. De plus, ces derniers temps, l'on assiste à des actions et mesures du pouvoir du MPSR2 qui révèlent une volonté d'instaurer une chape de plomb sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Il en est ainsi de l'affaire dite « guérilleuse de Komsilga » par laquelle, des militaires lourdement armés ont organisé un assaut sur le palais de justice du tribunal de grande instance de Ouaga II et procéderont à l'extraction d'une citoyenne des mains de la justice. A cela s'ajoutent les cas d'enrôlement forcés, les enlèvements de citoyens, la fermeture de radios en violation des normes requises en la matière. Ces actes sont l'expression d'une remise en cause des libertés démocratiques chèrement conquises par notre peuple et sont en contradiction des principes d'un Etat de droit auquel le pouvoir a pourtant souscrit.

Dans un tel contexte, la situation du secteur spécifique de l'éducation et de la recherche qui souffrait déjà de maux structurels n'est guère reluisante. En effet, il est sujet à de multiples réorganisations qui en constituent une source d'instabilité institutionnelle. Comme le souligne la Banque Mondiale dans un rapport diagnostique datant d'avril 2022, « *le MENAPLN a connu en 5 ans 3 réorganisations (2017, 2019 et 2021). Ces réorganisations ont abouti à une priorisation de la réforme de l'éducation de base au détriment des attributions plus récemment rattachées* » (*Revue fonctionnelle du Ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales*). Malgré ces changements, les problèmes de l'éducation et de la recherche persistent et même se sont empirés. La tenue en 2020 des fameuses assises sur l'éducation nationale, à coup de renfort publicitaire et de millions de francs, n'a pas renversé la courbe ascendante de sa déliquescence.

Outre, cette réalité institutionnelle, le secteur est le champ d'une privatisation outrancière. A titre indicatif, en 2022, le nombre d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche (IESR) était de 116 dont seulement 18 publics. Selon l'annuaire statistique 2021/2022, au préscolaire, on comptait 1 769 structures, dont seulement 236 relevaient du public ; au primaire, sur 14 427 écoles, 4 559 étaient privées et au post-primaire et secondaire, sur 4 100 établissements, 2 036 relevaient du privés (au niveau de l'enseignement général) et sur 162 établissements, 104 étaient privés (au titre de l'enseignement technique et la formation professionnelle). De plus, il ressort un fort déficit en personnel notamment en enseignants, un manque criard d'infrastructures et d'équipement et une gouvernance insuffisamment vertueuse.

Cet état de faits est la cause entre autres des effectifs pléthoriques (plus de 100 dans certaines classes aussi bien au primaire qu'au secondaire), d'une très faible efficacité interne (chevauchement des années universitaires, taux faibles aux examens nationaux, etc.) et de crises dans les établissements scolaires et universités comme on en a vu à l'Université Joseph Ki-Zerbo en 2023 ou lors des examens scolaires de la session 2023, etc.

La guerre elle, impacte très négativement le secteur dans tous ses compartiments. Il en résulte :

- des fermetures de structures éducatives, de sites de recherche. Ainsi, en fin mai 2023, on comptabilisait 6 139 établissements fermés ; soit 23,90% des structures éducatives. Cela affecte plus de 1 089 732 élèves déplacés internes(EDI) éparpillés dans des localités sur tout le territoire. Ces EDI sont bien souvent abandonnés à eux-mêmes : sans accompagnement adéquat pour leur inscription, sans soutien pour le paiement de leur scolarité, de leur hébergement, déplacement et restauration. Certains de ces enfants, par la force des choses sont eux-mêmes des tuteurs de leurs frères en situation de scolarisation ;
- une délocalisation d'établissements et/ou de classes et le recours à des classes sous abris précaires qui se sont fortement dégradés sous l'effet des intempéries de la saison pluvieuse;
- la dispensation d'un enseignement à double vitesse à savoir ceux qui suivent le programme officiel sur 09 mois et les autres pour qui il est réduit à 04 mois ;
- Les tracasseries administratives de toutes sortes à l'endroit des personnels affectés par cette situation ;
- Etc.

Comme si cela ne suffisait pas, à cette rentrée scolaire et universitaire, une augmentation des frais de scolarité s'est opérée dans tous les ordres d'enseignement à l'instar de celle faite à la rentrée précédente. Ainsi, au post-primaire dans certains établissements, ils sont passés de 117 000f à plus de 140 000f. Les frais de fournitures dans leur ensemble sont également en hausse avec des cahiers grand format de 300 pages dont le coût est passé de 1750f à 2250f. Tout ceci a lieu sans aucune véritable action ni de la part des autorités, ni de celle de l'Union nationale des parents d'élèves. A contrario, il n'est opéré aucune amélioration des conditions de travail des agents dont les rémunérations ne suivent guère la même courbe exponentielle des augmentations. C'est dans ce contexte déjà intenable pour les parents d'élèves et d'étudiants que le pouvoir du MPSR2 est vent debout pour l'institution d'une tenue scolaire en faso dan fani avec les difficultés que cette option posera en terme d'accessibilité pour tous les apprenants, de commodité pour eux, etc.

Pouvait-il en être autrement ? Assurément, non ! En effet, le MPSR2 impulse la même politique en matière d'éducation et de recherche que les régimes précédents en particulier le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Pour preuve, il poursuit les sentiers tracés par les assises sur l'éducation nationale et s'inscrit dans la logique d'élaboration d'un « livre blanc » comme solution aux problèmes des Institutions d'enseignement supérieur et de recherche telle que préconisée par le MPP. D'ailleurs, l'organisation des examens scolaires nationaux, session 2023, dans des conditions chaotiques jamais vues dans l'histoire de notre pays, l'incapacité à rouvrir un établissement emblématique comme celui du Lycée Philippe Zinda Kaboré, montrent clairement que la résolution correcte des graves problèmes est loin d'être acquise.

C'est pourquoi, il faut saluer les actions diverses de lutte que les travailleurs, les élèves et les étudiants notamment mènent dans le cadre de leurs organisations pour exiger des réponses adéquates aux préoccupations liées à l'école et aux universités. En dépit, des difficultés qui émaillent la mise en œuvre des engagements qu'ils ont parfois arrachés et qui sont consignés dans des protocoles à l'instar de celui signé entre le gouvernement et la Coordination nationale des syndicats de l'éducation et de la recherche, cette mobilisation et ces luttes doivent se poursuivre.

Aussi, la F-SYNTER, fidèle à ses principes et soucieuse de la défense conséquente de meilleures conditions de vie et de travail des acteurs de l'éducation et de la recherche :

1. interpelle le gouvernement à :
 - arrêter l'application des politiques anti-éducatives et impopulaires dans le système éducatif ;
 - assurer le droit à une éducation de qualité et accessible à tous les enfants du peuple ;
 - doter l'éducation et la recherche de ressources suffisantes pour le fonctionnement des établissements et services.
2. Invite les parents d'élèves soucieux d'un meilleur devenir de l'école et de leurs enfants, à mieux s'approprier les difficultés qui plombent le secteur et à s'organiser de façon indépendante et conséquente pour leur prise en charge ;
3. appelle les travailleurs de l'éducation et de la recherche à :
 - un renforcement de l'unité d'action d'une part entre travailleurs et d'autre part entre élèves et étudiants et au développement de la solidarité ;
 - une plus grande mobilisation et une meilleure organisation pour la défense âpre de leurs conditions de vie et de travail , condition sine qua non d'un système éducatif de qualité.

Bonne rentrée universitaire et scolaire à toutes et tous !

Pain et liberté pour le peuple !

Pour le Bureau national fédéral




Souleymane BADIEL
Secrétaire Général Fédéral